



Lectures essentielles en droit de l'environnement
Académie de droit de l'environnement de l'UICN
(www.iucnael.org)

BIODIVERSITÉ EN DROIT DE L'ENVIRONNEMENT

Sophie Lavallée, Université Laval, et Dimitri Pag-Yendu Yentchare,
Doctorant, Université Laval, Canada

APERÇU DE LA BIBLIOGRAPHIE SÉLECTIVE

Biodiversité : un survol

1. Wilson, E. O. et P. M. Frances, *Biodiversity*, National Academy Press, 1988.

Convention sur la diversité biologique

2. Koester, V., « The Biodiversity Convention negotiation process and some comments on the outcome » (1997) 27 *Environmental Policy and Law* 175–191.
3. Glowka, L., F. Burhenne-Guilmin et S. Synge, « Guide to the Convention on biological diversity » [1994], en ligne <http://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=US201300106207> (consulté le 18 février 2015)
4. Arbour, J.-M., S. Lavallée et H. Trudeau, *Droit international de l'environnement*, 2^e édition, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 2012, 1100 p.

Protocole de Nagoya

5. Coolsaet, B., F. Batur, A. Broggiato et J. Pitseys, dir, *Implementing The Nagoya Protocol - Comparing Access and Benefit-Sharing Regimes in Europe*, Martinus Nijhoff Publishers, 2015.
6. Geiger, C., (dir.) *Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*, Cheltenham, UK: Edward Elgar Publishing, Inc. 2015.

7. Chiarolla, C., S. Louafi, et M. Schloen, « Genetic Resources for Food and Agriculture and Farmers' Rights: an analysis of the relationship between the Nagoya Protocol and related instruments » dans Morgera, E., M. Buck et E. Tsioumani, dir., *The Nagoya Protocol in* Martinus Nijhoff Publishers, 2013.
8. Morgera, E., E.Tsioumani et M. Buck., *Unraveling the Nagoya Protocol: a commentary on the Nagoya Protocol on access and benefit-sharing to the Convention on biological diversity*, Martinus Nijhoff Publishers, 2014.
9. Bellivier, F., C. Noiville et J. Ghestin, *Contrats et vivant : Les droits de la circulation des ressources biologiques*, LGDJ, France, 2006.

Aspects institutionnels et juridiques liés à la gouvernance de la valorisation des services écosystémiques

10. Chevassus-au-Louis, B., J.-M. Salles, J.-L. Pujol, S. Bielsa, G. Martin et D. Richard. « Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes: contribution à la décision publique » [2009], en ligne : <<http://agris.fao.org/agris-search/search.do?recordID=FR2014004795>> (consulté le 23 février 2015).
11. Cimon-Morin, J., Darveau M. et M. Poulin. « Fostering synergies between ecosystem services and biodiversity in conservation planning: A review » (2013) 166 *Biological Conservation* 144–154, en ligne: *Biological Conservation* <<http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S000632071300205X>> (consulté le 23 février 2015).
12. Muradian, R. et L. Rival, *Governing the provision of ecosystem services*, 4, Springer Science & Business Media, 2012.

Biodiversité : un survol

1. **E.O. Wilson** et **F. M. Peter** ont édité en 1988 un ouvrage intitulé *Biodiversity*. Ce travail de recherche est le fruit du National Forum on BioDiversity, dans le cadre duquel le néologisme « biodiversité » s'est imposé, visant à favoriser la publicité de cet espace de discussions entre acteurs provenant de plusieurs disciplines. À ce titre, les 535 pages de ce document comprennent des réflexions aussi bien de biologistes, d'économistes, de philosophes, d'experts en agriculture que de professionnels provenant de plusieurs autres milieux scientifiques. L'introduction dresse le bilan de l'état de la diversité biologique. Y sont traitées plusieurs questions concernant les défis de la préservation de la biodiversité (Partie I), la dépendance de l'humain à la diversité biologique (Partie II), les défis de la conservation de la biodiversité des forêts tropicales (Partie III), et dans une perspective mondiale (Partie IV), la valeur de la biodiversité (Partie V) et les méthodes de contrôle et de protection de la biodiversité (Partie VI), le rôle de la science et de la technologie dans la conservation de la biodiversité (Partie VII), l'écologie de la restauration (Partie VIII), les alternatives à la destruction de la biodiversité (Partie IX), les politiques de préservation de la diversité biologique (Partie XI), les problèmes actuels et les perspectives futures (Partie

XII) et les représentations de la biosphère (Partie XIII). Cet ouvrage collectif est un travail de référence pour toute personne s'intéressant au concept de « biodiversité », et aux enjeux et défis qu'il porte pour l'humain.

Convention sur la diversité biologique

2. **V. Koester** analyse, dans son texte intitulé *The Biodiversity Convention Negotiation Process and some comments on the outcome*, le processus ayant mené à la *Convention sur la diversité biologique* (CDB), adoptée à Nairobi, le 22 mai 1992. À partir d'un cadre conceptuel inspiré de la théorie internationale de la négociation internationale, l'auteur, juriste danois, présente le contexte dans lequel cette négociation relative à la biodiversité s'est déroulée, les problématiques majeures qui l'ont parsemée, leurs liens avec d'autres questions afférentes, ainsi que les compromis réalisés. Il traite aussi des acteurs impliqués dans ce processus de négociation d'un accord multilatéral sur l'environnement (AME) et discute les résultats de leurs actions. Cet article est intéressant, non seulement pour comprendre le processus de négociation de la CDB, dont certains avancent que ses objectifs sont vagues et hautement imprécis, mais encore pour nuancer ces qualificatifs qui sont propres aux accords internationaux.
3. *Guide to the convention on biological diversity* est un document de référence destiné à renseigner les personnes intéressées, chercheurs comme praticiens, sur le sens et la portée scientifique, technique et légale de la *Convention sur la diversité biologique* (CDB). Ce travail d'orientation, réalisé par **L. Glowka**, **F. Burhenne-Guilmin** et **H. Synge**, en collaboration avec **J. A. McNeely** et **L. Gündling**, a pour objectif d'aider les États parties à la CDB à mettre en œuvre les dispositions de cette convention. Il s'accompagne, pour la présentation de chaque article de la CDB, d'un commentaire pour guider le lecteur dans la compréhension de la disposition juridique qui l'intéresse. La structure du document est particulièrement adaptée pour une lecture par objectifs, ce qui rend l'ouvrage facilement accessible.
4. *Droit international de l'environnement* est un ouvrage général sur la protection de l'environnement de **J.-M. Arbour**, **S. Lavallée** et **H. Trudeau**. Les auteurs y analysent, dans deux chapitres distincts qui s'étendent sur plus de 200 pages, les grandes problématiques qui entourent la conservation des ressources naturelles de la faune et de la flore et de la biodiversité. Cet ouvrage s'adresse aux chercheurs, professionnels et étudiants qui souhaiteraient avoir une connaissance approfondie du droit international relatif à la conservation et l'utilisation durable des espèces et de la biodiversité.

Protocole de Nagoya

5. *Implementing The Nagoya Protocol - Comparing Access and Benefit-Sharing Regimes in Europe* est un ouvrage collectif publié en 2015, dont la direction scientifique a été assurée par **B. Coolsaet**, **F. Batur**, **A. Broggiato**, **T. Dedeurwaerdere**, (tous les trois de l'Université catholique de Louvain), et **J. Pitseys** (membre du *Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRiSP)*). Cet ouvrage a pour objectif de comparer les mesures d'accès aux ressources génétiques et de partage des avantages résultant de leur

exploitation de huit pays membres, un pays candidat et un pays non-membre de l'Union européenne. Y sont développées des analyses intéressantes sur la mise en œuvre du *Protocole de Nagoya* au sein de l'Union européenne. Il s'agit d'une ressource utile à toute personne qui s'intéresse à la mise en œuvre pratique du Protocole. Il peut être particulièrement intéressant aux acteurs des pays riches en biodiversité qui veulent connaître les mesures prises dans ces pays, pour la plupart riches en biotechnologies.

6. ***Research Handbook on Human Rights and Intellectual Property*** est un ouvrage collectif sous la direction de C. Geiger, paru en 2015. Il propose une analyse approfondie des enjeux juridiques liant les droits humains et les droits de propriété intellectuelle. Ce travail de recherche est conduit à partir des contributions de plus de 40 auteurs spécialistes sur les droits humains et la propriété intellectuelle, en s'appuyant sur des références de droit national, européen et international. Par exemple, parmi ceux-ci, **C. Chiarolla** est l'auteur d'un chapitre intitulé ***Right to food and intellectual property protection for plant genetic resources***. Il y analyse le droit à l'alimentation comme droit humain, et attire l'attention sur le fait que les dispositions juridiques qui limitent l'accès ou l'usage des ressources génétiques pour l'alimentation et l'agriculture peuvent porter atteinte au droit à l'alimentation en tant que droit humain. Cet ouvrage est une ressource précieuse pour tous ceux qui s'intéressent aux interactions entre droits humains et propriété intellectuelle.
7. ***Genetic Resources for Food and Agriculture and Farmers' Rights: an analysis of the relationship between the Nagoya Protocol and related instruments*** est un article rédigé par **C. Chiarolla, S. Louafi** et **M. Schloen**. Leur contribution consiste à montrer dans quelle mesure le *Protocole de Nagoya* s'applique aux ressources génétiques utiles pour l'alimentation et l'agriculture. Il traite aussi du partage des avantages dans le contexte du *Traité International sur les ressources génétiques et phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture* de la FAO, et discute du lien entre droit des agriculteurs reconnus par le Traité de la FAO, et droits des communautés autochtones et locales sur leurs savoirs traditionnels associés aux ressources génétiques dans le cadre du *Protocole de Nagoya*. Cet article présente les particularités du mécanisme multilatéral du système de partage des avantages de la FAO, et le système bilatéral du *Protocole de Nagoya*. Il permet aussi de comprendre l'articulation de ces deux conventions internationales portant sur un même objet – les ressources génétiques.
8. L'ouvrage ***Unraveling the Nagoya Protocol: A Commentary on the Nagoya Protocol on Access and Benefit-Sharing to the Convention on Biological Diversity***, de **É. Morgera, E. Tsioumani** et **M. Buck** met en lumière les innovations du *Protocole de Nagoya* par rapport à la *Convention sur la diversité biologique*, et sensibilise les lecteurs aux questions systémiques que ce Protocole induit et qu'il faudrait prendre en considération dans sa mise en œuvre. Cet ouvrage est intéressant pour comprendre les innovations juridiques apportées par le *Protocole de Nagoya* et qui intègrent des évolutions survenues depuis l'adoption de la *Convention sur la diversité biologique* en 1992.

9. *Contrats et vivant* de **Bellivier, F.** et **C. Noiville** est l'une des principales références francophones qui analyse les contrats concernant le vivant, et qui en propose un essai de systématisation. Cet ouvrage permet également de prendre conscience du rôle dynamique que jouent la loi et le contrat dans le commerce des ressources biologiques végétales, animales et humaines. Il s'adresse particulièrement aux praticiens et chercheurs qui s'intéressent à la technique contractuelle relative au vivant.

Aspects institutionnels et juridiques liés à la gouvernance de la valorisation des services écosystémiques

10. Dans leur rapport paru en 2009 et intitulé *Approche économique de la biodiversité et des services liés aux écosystèmes, contribution à la décision publique*, un groupe de travail dirigé par **B. Chevassus-au-Louis** a proposé des « valeurs de références » aux ressources écosystémiques situées sur le territoire français, dans le cadre des évaluations socioéconomiques des investissements publics. Ce travail a l'avantage de présenter de façon critique un éventail d'autres méthodes utilisables pour ce faire. À ce titre, il permet aux personnes intéressées par l'évaluation économique de la biodiversité d'en avoir une idée générale à partir du bilan des connaissances scientifiques ainsi réalisées. Il permet aussi de comprendre comment le droit aborde cette question.
11. *Fostering synergies between ecosystem services and biodiversity in conservation planning: A review*, parue en 2013, est une revue de littérature sur les synergies entre le maintien de la diversité biologique et les services écosystémiques. Basée sur une analyse de 238 articles couvrant les recherches y afférentes, les auteurs, **J. Cimon-Morin, M. Darveau** et **M. Poulin** en concluent que l'évaluation des services écosystémiques, notamment l'analyse coûts-bénéfices, pourrait aider à justifier les actions de conservation en montrant que les avantages financiers de la conservation de la nature dépassent largement le coût. De plus, pour eux, les paiements pour services écosystémiques pourraient créer de nouvelles incitations et des sources de financement pour la conservation de la biodiversité. Cet article propose une analyse scientifique qui cherche à éclairer la décision de l'autorité « politique ».
12. *Governing the Provision of Ecosystem Services* est un ouvrage collectif édité par **R. Muradian** et **L. Rival**. Il met en lumière un changement de paradigme intervenu dans le domaine de la gestion des écosystèmes, et qui concerne le passage de stratégies de conservation de la biodiversité soutenues par des lois, vers des arrangements incitatifs visant ceux qui sont responsables de la prestation des services environnementaux permis par ces écosystèmes. Plusieurs études de cas servent de fondement à l'analyse de divers mécanismes de paiements pour services écosystémiques et peuvent être utiles aux décideurs.

Pour aller plus loin

Traités internationaux

Convention sur la diversité biologique, 5 juin 1992, 1760 RTNU 170 [CDB].

Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, 16 novembre 1972, 1037 RTNU 151, R.T. (entrée en vigueur : 17 décembre 1975) [Convention concernant la protection du patrimoine mondial].

Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, RTNU 983, 243 (entrée en vigueur : 1^{er} juillet 1975) [CITES].

Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats des oiseaux d'eau, 2 février 1971, 996 RTNU 245 (entrée en vigueur : 21 décembre 1975) [Convention de Ramsar].

Convention sur la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, 23 juin 1979, 1651 RTNU 356 (entrée en vigueur : 1^{er} novembre 1983) [Convention de Bonn].

Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, 17 juin 1994, 1954 RTNU 3 (entrée en vigueur : 26 décembre 1996) [Convention sur la lutte contre la désertification].

Convention de Berne relative à la conservation de la vie sauvage et du milieu naturel de l'Europe Conseil de l'Europe, Traités européens, 19 septembre 1979, STE no 104, Berne, 19.IX.1979 (entrée en vigueur : 1^{er} juin 1982).

Autres textes internationaux

Charte mondiale de la nature, Résolution 37/7 (XXXVII) du 28 octobre 1982, documents officiels : trente-septième session, supplément n° 51 (A/37/51) Rés. 37/7.

Conférence de Rio sur l'environnement et le développement, « Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement » dans *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement*, Doc off AG NU, 1992, Doc NU A/CONF.151/26/Rev (Vol.I) (1993) 3 [*Déclaration de Rio sur l'environnement et le développement*].

Doctrine

Balmford, A., A. Rodrigues, M. Walpole, P. Ten Brink, M. Kettunen, L. Braat et R. De Groot. « Review on the economics of biodiversity loss: scoping the science » [2008] European Commission, Cambridge, UK, en ligne : European Commission, Cambridge, UK.

Bubela, T. et E. R. Gold. *Genetic resources and traditional knowledge: case studies and conflicting interests*, Edward Elgar Publishing, 2012.

Cabrera, J., F.Perron-Welch et F.-K. Phillips, *Overview of national and regional measures on access to genetic resources and benefit-sharing: challenges and opportunities in implementing the Nagoya Protocol*, 3e édition Montreal: Centre for International Sustainable Development Law, 2014.

Chevassus-au-Louis, B., *La biodiversité est maintenant*, Éditions de L'aube, 2013.

Chiarolla, C., R. Lapeyre et R. Pirard. « Biodiversity conservation: How can the regulation of bioprospecting under the Nagoya Protocol make a difference? » [2013] 06/13 Studies, en ligne : http://iddri.bigint.fr/Publications/Collections/Analyses/Study0613_CC%20RL%20RP_bioprospecting.pdf (consulté le 23 février 2015).

Clark, D. et D. Downes. « What Price Biodiversity-Economic Incentives and Biodiversity Conservation in the United States » (1996) 11 J Envtl L & Litig 9.

Doyle, C. M., *Indigenous Peoples, Title to Territory, Rights and Resources: The Transformative Role of Free Prior and Informed Consent*, Routledge, 2014.

Ehrenfeld, D. « Why Put a Value on Biodiversity? » dans D. Van DeVeer et C. Pierce, *The Environmental Ethics and Policy Book*, 3e édition, Cengage Learning, 2002.

Harrington, R., C. Anton, T. P. Dawson, F. de Bello, C. K. Feld, J. R. Haslett, T. Kluvánková-Oravská, A. Kontogianni, S. Lavorel, G. W. Luck et al. « Ecosystem services and biodiversity conservation: concepts and a glossary » (2010) 19:10 Biodiversity and Conservation 2773–2790, en ligne : <http://link.springer.com/article/10.1007/s10531-010-9834-9> (consulté le 23 février 2015).

Hunter, C. J. « Sustainable bioprospecting: using private contracts and international legal principles and policies to conserve raw medicinal materials » (1997) 25 BC Envtl Aff L Rev 129, en ligne : http://heionlinebackup.com/hol/cgi-bin/get_pdf.cgi?handle=hein.journals/bcenv25§ion=11 (consulté le 23 février 2015).

Maris, V., *Nature à vendre: les limites des services écosystémiques*, Editions Quae, 2014.

Rayfuse, R., « Biological resources », dans Daniel Bodansky, Jutta Brunnée, et Ellen Hey (dir.), *The Oxford Handbook of International Environmental Law*, Oxford University Press, 367p.

Robinson, D.F., *Biodiversity, Access and Benefit-sharing: Global Case Studies*, Routledge, 2014.

Sukhdev, P., H. Wittmer, C. Schröter-Schlaack, *L'Économie des écosystèmes et de la biodiversité : Intégration de l'Économie de la nature. Une synthèse de l'approche, des conclusions et des recommandations de la TEEB*, 2010, [en ligne : [teebweb.org](http://www.teebweb.org) <http://www.teebweb.org/Portals/25/TEEB%20Synthesis/Synthesis%20report_French.pdf>].

Autres documents

Millennium Ecosystem Assessment (2005). *Ecosystems and human well-being : synthesis*. Washington, DC: Island Press

UNEP/PNUE, *Global Environment Outlook GEO5, Environment for the future we want*, 2012.